

2003 : adhésion de la Hongrie à l'UE validée avec 45,6 % de participation au referendum !

écrit par Christine Tasin | 3 octobre 2016

Référendum hongrois sur l'adhésion à l'Union européenne

Le référendum hongrois de 2003 est un référendum organisé en Hongrie et ayant eu lieu le 12 avril 2003. Celui-ci porte sur l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne.

Le taux de participation est de 45,6 % avec 3 666 715 votants pour un corps électoral de 8 042 272 personnes. 83,8 % des votants ont répondu favorablement à la question posée soit 3 056 027 personnes. 16,2 % des votants n'ont pas souhaité cette adhésion soit 592 690 personnes.

À la suite de ce résultat, la Hongrie signe le traité d'Athènes en 2003 et intègre l'Union européenne le 1^{er} mai 2004, lors du cinquième élargissement de l'Union européenne.

C'était en avril 2003...

L'adhésion de la Hongrie à l'UE a été approuvée par référendum à 83,76 % de « oui » et avec un taux de participation de 45,6 %.

Referendum validé avec joie et empressement par tous les Européistes fous à la tête des pays de l'UE de l'époque... Les mêmes qui, actuellement, ricanent et parlent d'une claque pour Orban.

La claque pour l'UE ? Silence radio.

Bref, la preuve par neuf que l'UE est une dictature et que tous les Européistes de l'UMPS sont des dictateurs.

Référendum hongrois sur l'adhésion à l'Union européenne

Le référendum hongrois de 2003 est un référendum organisé en Hongrie et ayant eu lieu le 12 avril 2003. Celui-ci porte sur l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne.

Le taux de participation est de 45,6 % avec 3 666 715 votants pour un corps électoral de 8 042 272 personnes. 83,8 % des votants ont répondu favorablement à la question posée soit 3 056 027 personnes. 16,2 % des votants n'ont pas souhaité cette adhésion soit 592 690 personnes.

À la suite de ce résultat, la Hongrie signe le traité d'Athènes en 2003 et intègre l'Union européenne le 1^{er} mai 2004, lors du cinquième élargissement de l'Union européenne.

la paix en Europe et d'en assurer la prospérité économique. En 1951, 6 pays décident de se constituer en Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) : la RFA, la France, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas.

De 6 pays en 1957 à 28 aujourd'hui, l'UE a connu sept vagues d'adhésion de nouveaux pays, communément appelées "élargissements".

- ▶ 1er élargissement : Royaume-Uni, Irlande, Danemark (1973)
- ▶ 2ème élargissement : Grèce (1981)
- ▶ 3ème élargissement : Espagne, Portugal (1986)
- ▶ 4ème élargissement : Autriche, Suède, Finlande (1995)
- ▶ 5ème et 6ème élargissements : Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, Bulgarie, Roumanie (2004 et 2007)
- ▶ 7ème élargissement : Croatie (2013)

Et à l'époque on nous disait que la Hongrie voulait à tout prix entrer dans l'UE. Enfin, quand on dit la Hongrie, on parle de ses dirigeants, pas du peuple, une fois de plus....

<http://www.robert-schuman.eu/fr/oee/0166-referendum-sur-l-union-europeenne-en-hongrie-12-avril-2003>

Quotas de migrants : Orban persiste malgré l'échec du référendum en Hongrie

Plus de 98 % de votants se sont opposés aux quotas migratoires, mais le scrutin n'a pas atteint le quorum de 50 % de participation nécessaire à sa validation.

Le premier ministre hongrois Viktor Orban n'a pas réussi à [mobiliser](#) suffisamment de Hongrois dans son bras de fer contre l'[Union européenne](#). Seulement 39,8 % des électeurs hongrois se sont rendus aux urnes, dimanche 2 octobre, pour le référendum qu'il avait organisé contre l'accueil des réfugiés en [Hongrie](#), selon les premiers chiffres issus du dépouillement de 99,7 % des suffrages.

Un chiffre en dessous du quorum légal de 50 % de participation, qui était nécessaire pour [valider](#) la consultation. Mais ce demi-revers n'a pas douché la détermination de Viktor Orban, qui a déclaré que l'[Europe](#) ne pourrait « [pas ignorer](#) la volonté de 99,2 % des électeurs » et « *imposer sa volonté à la Hongrie* ».

Plus de 98 % de « non »

Environ 8,3 millions de Hongrois étaient appelés à [répondre](#) à la question : « *Voulez-vous que l'Union européenne décrète une relocalisation obligatoire de citoyens non hongrois en Hongrie sans l'approbation du Parlement hongrois ?* ».

Une référence au dispositif européen de répartition des demandeurs d'asile entre les

pays de l'Union européenne (UE) proposé par la Commission européenne, qui prévoit l'accueil par la Hongrie d'au moins 1 294 demandeurs d'asile, et auquel le gouvernement Orban est vivement opposé.

Les 45 % de votants ont toutefois donné une écrasante victoire au « Non » à la question posée lors du référendum. Selon le dépouillement quasi-définitif, les Hongrois ont voté à 98,3 % pour le rejet des quotas voulus par l'Union européenne, ce qui représente plus de trois millions d'électeurs.

« Sur la base de ces chiffres, nous pouvons légitimement dire que cette journée a apporté une victoire éclatante pour tous ceux qui rejettent la relocalisation forcée [des migrants] et pour ceux qui pensent que les fondations d'une UE forte ne peuvent être que des pays forts », a déclaré le député et vice-président de la Fidesz, Gergely Gulyas, lors d'une conférence de presse.

Appel à la démission d'Orban

Viktor Orban devrait, de son côté, s'exprimer dans la soirée, alors qu'il souhaitait que ce scrutin se transforme en plébiscite pour lui. Dans une tribune publiée samedi, il avait rappelé aux Hongrois qu'ils avaient « le devoir » d'aider le gouvernement à combattre les décisions de « l'élite à Bruxelles ».

Le parti d'opposition ultranationaliste Jobbik n'a pas attendu pour qualifier le référendum de « fiasco » et a appelé à la démission du premier ministre. L'opposition de gauche et les ONG de défense des droits de l'homme avaient multiplié les jours précédents les appels au boycott, pour éviter que le quorum des 50 % de participation ne soit atteint.

Le commissaire aux migrations, Dimitris Avramopoulos, avait de toute façon prévenu que le référendum n'aurait aucun impact juridique sur les engagements adoptés : « Les États membres ont la responsabilité légale d'appliquer les décisions prises », avait-il déclaré. Mais alors que le plan de répartition de 160 000 demandeurs d'asile entre les 28 États membres, adopté il y a un an, est à l'arrêt, les responsables européennes craignaient que ce référendum ne porte un nouveau coup à l'Une.

http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/10/02/hongrie-le-manque-de-participation-a-u-referendum-sur-l-accueil-des-refugies-pourrait-invalider-la-victoire-du-non_5006966_3214.html